

Le chômage, mal endémique de plus de 50 ans...

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

13 novembre 2015

La question du chômage en Guadeloupe a rebondi à l'occasion de cette campagne électorale et en est devenu l'un des thèmes phares. En charge de l'économie, la Région apparaît en première ligne sur ce volet et la tentation est grande - ce qui d'ailleurs est tout-à-fait normal s'agissant de la joute électorale — d'affubler l'institution de tous les maux dans ce domaine. En réalité, la Région peut agir sur l'environnement économique en définissant des priorités sectorielles, en les accompagnant soit fiscalement par des exonérations, octroi de mer par exemple, soit en les finançant (fonds régionaux et fonds européens) soit en incitant à la création d'emplois (primes à l'emploi des jeunes, exonération de charges sociales) etc. Ce sont des mesures qui ont été mises en place par tous les exécutifs régionaux qui se sont succédé, aussi bien Félix Proto, Lucette Michaux-Chevry ou Victorin Lurel. L'autre manière pour la Région de soutenir l'activité, c'est de pourvoir à la commande publique. Là encore chacun l'a fait à sa manière. Félix Proto a construit des lycées, Lucette Michaux-Chevry des routes, Victorin Lurel le Mémorial ACTe, l'université de Saint-Claude ou l'Urma. Mais il est clair que cela ne suffit pas. Ni sous Proto, ni sous Michaux-Chevry, ni sous Lurel.

Au vrai, le chômage et en particulier le chômage de masse ne s'est pas brusquement élevé au cours des 10 dernières années, ni même des trois dernières années. Ce mal endémique ronge la Guadeloupe depuis l'effondrement de l'industrie sucrière qu'on peut dater de la fin des années cinquante. À l'époque, la grande majorité des actifs sans aucune qualification, trouvent à travailler dans la canne. Les hommes coupent, les femmes amarrent. Même si ces emplois sont saisonniers et durent le temps de la récolte, ils permettent à cette main-d'œuvre de subsister. Le reste de l'année elle se livre à des activités diverses. La vie est autrement plus difficile qu'aujourd'hui. Il n'y a ni RSA ni allocation-chômage. Mais personne ne se plaint d'inactivité. Il faut dire que l'agriculture occupe près

du quart de la population. Les premières grèves du monde ouvrier agricole au début des années cinquante au Moule ou à Capesterre Belle-Eau débouchent sur une amélioration des salaires. Mais ce sera aussi le début de la déflection des usiniers. Une réaction non justifiée, puisqu'à l'époque le salaire versé aux coupeurs de canne à Cuba est nettement supérieur à celui versé en Guadeloupe, d'après Guy Lasserre (tome II de son ouvrage intitulé *la Guadeloupe*).

Paradoxe : pendant que la production endogène s'effondre, le niveau de vie des Guadeloupéens s'améliore. Le taux d'équipement des ménages, le confort, le niveau de consommation se rapprochent de celui de l'Hexagone. Le ratrappage opéré au niveau des prestations sociales est d'un apport essentiel. La capacité plus grande à consommer ne repose nullement sur une augmentation de la production de biens ni même du PIB, mais sur la disponibilité de revenus, pas nécessairement liés à l'activité. Par ailleurs, cette manne profite pour l'essentiel au secteur de l'import qui n'est pas particulièrement pourvoyeur d'emplois et qui de surcroît tue dans l'œuf toute velléité de concurrence interne. De plus, le principe d'exclusivité sur l'importation d'un produit concourt à renchérir les prix. De fait, ce n'est pas un modèle économique qui est en cause. C'est la structure même, le fonctionnement d'une organisation qui repose encore en grande partie sur les rouages d'un système économique colonial et qui a organisé depuis belle lurette ses monopoles. Pour s'attaquer au chômage il faudrait d'abord résoudre l'équation de la production endogène et celle de ses éventuels circuits de distribution. Pas si simple qu'on pourrait le croire. Crier halte au chômage ou le dénoncer ne suffira pas. Mais cela ne veut pas dire non plus qu'il ne faut pas s'y attaquer.